



A R R E T E
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement.

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur



- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU les récépissés de déclaration en date des 25 juin 1974 et 16 juin 1978 délivrés à M. Jean LE POMMELEC demeurant à PLUSSULIEN au lieu-dit "La Ville Neuve", pour l'exploitation à cette adresse, d'un élevage de 45 000 volailles ;
- VU la demande présentée par la S.A.R.L ELEVAGE AVICOLE du GOULANOU en vue de la reprise et de la régularisation de la situation administrative de cet élevage, qui compte à ce jour 86 880 animaux-équivalents (poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU la délibération du Conseil municipal de PLUSSULIEN (4 avril 1995) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 13 mars 1995, 5 avril 1995, 21 mars 1995 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1995 prorogeant pour une période de trois mois le délai d'instruction de la demande susvisée ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 14 juin 1995 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 28 juillet 1995 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

La S.A.R.L ELEVAGE du GOULANOU demeurant à PLUSSULIEN au lieu-dit "La Ville Neuve" est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZW n°5) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 86 880 animaux-équivalents (poules pondeuses) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant à régulariser :

86 880 animaux-équivalents
 (poules pondeuses)

.../...

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

2° - Prescriptions spéciales :

- Les batteries de ponte seront équipées à chaque étage d'un système de préséchage ou de séchage des fientes,

- Les eaux usées du centre de conditionnement des oeufs seront canalisées vers la fosse de stockage de lisier existante, d'une capacité de 1 700 m3.

- Une copie des bons d'enlèvement des fientes sera à transmettre annuellement à l'Inspecteur des installations classées, ainsi qu'un bilan justifiant l'utilisation des déjections dans la zone d'épandage retenue.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLUSSULIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de la S.A.R.L ELEVAGE AVICOLE du GOULANOU.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.A.R.L ELEVAGE AVICOLE du GOULANOU dans deux journaux d'annonces légales du département.

.../...

ARTICLE 7 -

Les récépissés de déclaration susvisés des 25 juin 1974 et 16 juin 1978 sont abrogés.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PLUSSULIEN,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la S.A.R.L ELEVAGE du GOULANOU pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'au maire de SAINT-YGEAUX pour information.

SAINT-BRIEUC, le **27 AOUT 1995**

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES



Pour copie conforme
L'Attaché Chef de bureau



M.S MOREAU.